

Conférence de presse

« **Moniteur financier 2008 : pour une politique financière économe** »

Mercredi 17 décembre 2008

Les citoyens s'opposent à l'endettement

economiesuisse publie son premier moniteur financier

Une nette majorité des citoyens suisses attend de l'Etat qu'il dépense leur argent avec prudence et se montre économe. En cas de déficits, ils veulent qu'il corrige la situation principalement par des réductions de dépenses. De manière générale, la population voit l'endettement d'un mauvais œil. C'est ce que révèle le moniteur financier 2008, publication issue d'une analyse des sondages menés par economiesuisse en matière de finances publiques.

Depuis 2001, l'organisation faîtière de l'économie suisse a réalisé plusieurs enquêtes en collaboration avec gfs.bern dans le but de sonder la population sur les questions de politique financière. Le moniteur financier 2008 les rend publiques pour la première fois. A l'avenir, economiesuisse sondera régulièrement les citoyens pour enregistrer les fluctuations de l'opinion.

La population réclame un Etat svelte, mais efficient

Dans l'enquête effectuée en 2008, 80 % des personnes sondées sont favorables à une optimisation de l'affectation des ressources disponibles. Près des deux tiers d'entre elles considèrent également qu'une politique financière économe doit s'efforcer de réduire tant les dépenses que les impôts. Les réponses données à gfs.bern montrent que la population rejette depuis longtemps l'expansion de l'Etat.

Il n'est donc pas étonnant qu'un peu plus de la moitié des personnes sondées soient d'avis que d'éventuels excédents budgétaires doivent être affectés à la réduction de la dette. En cas de déficits, 85 % d'entre elles estiment qu'il faut commencer par réduire les dépenses. Seulement 7 % des sondés sont favorables aux hausses d'impôts et tout juste 3 % jugent la politique d'endettement adéquate.

Les Suisses ont des préférences nettes quant aux domaines dans lesquels il faut économiser ou dépenser. Ils réclament généralement des mesures d'économie dans les domaines de l'asile, de l'armée ou des services diplomatiques. La volonté d'économiser gagne du terrain, certains secteurs faisant exception. A l'inverse, la propension à dépenser a reculé dans presque tous les domaines et le nombre des domaines encore tabous est très limité (AVS et formation).

Les électeurs se considèrent comme les acteurs les plus crédibles de la politique financière. « Les milieux politiques ne doivent pas oublier que la Suisse est une démocratie directe et que les citoyens ne veulent pas renoncer à leur souveraineté sur les questions financières », a expliqué Claude Longchamp, président de la direction de gfs.bern. Hans-Rudolf Merz, notre ministre des finances est l'acteur individuel le plus crédible en la matière.

Nécessité d'une règle de financement durable pour les assurances sociales

Fidèles à une conception cohérente, les citoyens suisses envoient ainsi un signal fort aux milieux politiques. Aussi l'économie suisse se trouve-t-elle confortée dans la défense d'une stratégie axée sur une quote-part de l'Etat et une quote-part fiscale basses, telles que les prévoient les Lignes directrices du Conseil fédéral. L'objectif consiste à doter l'Etat de finances équilibrées et efficaces, afin qu'il soit en mesure d'accomplir, sur la durée, ses principales tâches. A cet effet, l'endettement doit être maîtrisé. Le souverain a largement accepté le frein à l'endettement en 2001 déjà. La règle complémentaire désormais proposée par le Conseil fédéral permettrait de corriger un autre défaut du système. Toutefois, si l'on souhaite atteindre l'objectif d'une politique véritablement durable, il faudrait compléter le dispositif par la règle de financement durable pour les assurances sociales élaborée par l'économie suisse et l'Union patronale suisse. Selon Pascal Gentinetta, président de la direction d'économie suisse, c'est le seul moyen de prévenir l'endettement des assurances sociales et l'éviction de domaines tels que la formation ou les transports.

Il convient de garder à l'esprit la position des citoyens au moment de gérer la crise financière. Les programmes d'impulsion ne doivent être admis qu'à condition de respecter le frein à l'endettement. Afin d'éviter les déficits structurels, il importe de définir à temps dans quels domaines l'Etat doit intervenir et dans lesquels son intervention n'est pas souhaitable. Promis de longue date, l'examen des tâches est plus que jamais une nécessité. C'est le seul moyen d'éviter de futurs programmes d'allègement douloureux et indésirables.

Selon Urs Rellstab, directeur suppléant d'économie suisse, il est évident que l'actualité influence l'opinion. Toutefois, le moniteur financier montre aussi que l'opinion publique fait preuve de constance sur les questions de politique financière.

Pour toutes questions :
Vincent Simon
Téléphone : 022 786 66 81
vincent.simon@economiesuisse.ch